



AUDIENCE



Le Ministre des Finances et du Budget a reçu à son les responsables de la Société Poly Technologie ce jour 21 Février 2018.

Le Ministre s'est entretenu avec cette délégation au nom de l'amitié ferme qui lie le Tchad et la Chine, dans le cadre de l'accord signé entre la Société Poly Technologie Inc et le Ministère délégué à la présidence, Chargé de la Défense Nationale, des Anciens Combattant et des Victime de Guerre.

Le chef de la délégation chinoise Monsieur ZHANG CHAO se réjouit de la franchise du Ministre des Finances et du Budget par rapport aux échanges qui consolidera d'avantage la relation entre les deux pays.

présence du ministre d'Etat, ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, **Kalzeubé Payimi Deubet**. Il porte notamment sur les investissements angolais au Tchad et l'exportation de la viande sur pied du Tchad vers l'Angola.

Pour la partie tchadienne, l'accord est signé par M. Abdel-salam Hammad Djamouss, directeur au ministère des Finances et du Budget. La partie angolaise est représentée par Mme Olinda Dos Santos Sobrinho, directrice nationale de la Coopération du ministère de l'Agriculture et des Forêts. Il porte notamment sur les échanges commerciaux sud-sud en offrant des possibilités d'investissement du secteur privé angolais au Tchad et l'exportation de la viande sur pied du Tchad vers l'Angola.

L'accord paraphé a été échangé entre le ministre tchadien des Finances et du Budget, M. **Allali Mahamat Abakar** et son collègue angolais de l'Agriculture et des Forets, M. Marcos Alexandre Nhunga. Toutes ces formalités juridiques et administratives se sont déroulées sous le regard du ministre d'Etat, ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, M. Kalzeubé Payimi Deubet des ministres concernés et des conseillers techniques du chef de l'Etat.

La veille, la délégation angolaise a visité le complexe industriel de Mandalia. Le ministre angolais de l'Agriculture et des Forets a pu découvrir en grandeur nature, un échantillon du cheptel tchadien.

ACCORD ENTRE L'ANGOLA ET LE TCHAD



Un accord de coopération entre le Tchad et l'Angola a été signé cet après-midi, à la Présidence de la République, en

Au nom du Président de la République Idriss Déby, le ministre d'Etat Kalzeubé Payimi Deubet a offert une vache et un veau au Président angolais, Joao Lourenço. Pour découvrir les potentialités agricoles du Tchad, la délégation angolaise a été conduite ensuite à Boumou dans la Tandjilé. Un survol en hélicoptère a permis à la délégation de constater

de visu l'étendue de la riziculture.

La construction du complexe industriel d'exploitation des ruminants à Djermaya, une fois achevé, permettra au Tchad de valoriser ses ressources animales et d'être un pays exportateur de viande. Il aura une capacité de 70.000 tonnes de viande par an, soit un abattage journalier de 1.500 bovins, 3.000 ovins et caprins ainsi que 500 dromadaires.

LANCEMENT DU PROJET DE CONTRÔLE DES ENSEIGNANTS PAR LE NUMERO *707# TIGO



Dans le cadre du projet d'amélioration de la qualité des dépenses publiques d'éducation au Tchad par un contrôle citoyen de l'effectivité du personnel enseignant, le Ministère des Finances et du Budget et le Ministère de l'Education Nationale et de la promotion Civique avec l'appui de l'UNICEF ont organisé un atelier de lancement de la plateforme USSD de contrôle citoyen le mercredi 27 février 2019 à l'Hôtel Hilton. La cérémonie est conjointement présidée par le Ministre des Finances et du Budget Monsieur **ALLALI MAHAMAT ABAKAR** et le Ministre de l'Education Nationale et de la Promotion Civique **ABOUBAKAR ASSIDICK TCHOROMA**.

Ce projet vise à accroître le taux d'effectivité des enseignants à leur poste d'affectation, permet de maîtriser les dépenses du personnel enseignant et contribuer à l'amélioration de la qualité du système éducatif.



Pour la représentante de l'UNICEF **Dr Viviane Van Steirteghem**, la présence effective du personnel enseignant dans leurs lieux d'affectation dans le respect du calendrier scolaire est un critère indispensable de la qualité de l'éducation.

Ces dernières années, le Gouvernement a consenti d'énormes efforts pour améliorer la qualité du système éducatif, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers et de la société civile, notamment les syndicats et les associations des parents d'élèves.



En 2018, la masse salariale du Ministère de l'Education Nationale a représenté 88% des dépenses totales du Ministère, et 30% des dépenses du personnel civil de l'Etat. D'où l'importance de l'effectivité de la présence des enseignants afin d'assurer l'efficacité de l'éducation, mais aussi d'une manière générale de la fonction publique au Tchad.

En dépit des efforts et des opérations de contrôle ou de recensement du personnel de l'Etat, certains enseignants continuent d'être absents dans leur poste d'affectation. Même s'ils sont présents, leur présence effective dans les classes est à déplorer. Ceci a un impact sur le niveau



d'apprentissage des élèves, et constitue un surcoût pour l'Etat et les parents d'élèves. Le rapport PASEC 2014 note qu'une grande proportion des élèves en fin du primaire ne maîtrise pas les connaissances et compétences suffisantes pour poursuivre une scolarité dans de bonnes conditions (84,3% en lecture et 80,9% en mathématiques).

D'où l'idée du contrôle citoyen à travers les bénéficiaires eux-mêmes.



Pour le Ministre de l'Education et de la Promotion Civique Monsieur **ABOUBAKAR ASSIDICK TCHOROMA** « Le gouvernement du Tchad, à l'ère de la 4ème République, réitère la vision de **Son excellence Monsieur le Président Idriss Déby Itno** en déclarant l'éducation comme l'une des priorités sociales du pays.



A ce titre, d'importants efforts ont été consentis au cours de ces dernières années pour développement du secteur éducatif. Pendant la période 2012-2016 par exemple, on comptait 34868 fonctionnaires relevant du Ministère de l'Education Nationale sur un effectif global de 89008 en 2016. En moyenne, la masse salariale représentait 43% des dépenses du personnel civil de l'Etat. Cependant, il convient de relever que le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique ne cesse d'enregistrer des plaintes quant à l'effectivité des enseignants à leur poste. Ce qui constitue un manque de gain d'enseignement pour nos jeunes » élèves. Connaissant les effets négatifs de l'absence des enseignants dans les classes, le Gouvernement a engagé de nombreuses opérations de recensement et de contrôle de l'effectivité des enseignants dans les classes et d'importantes ressources financières ont été mobilisées pour la circonstance. En dépit de ces efforts, des insuffisances sont toujours observées dans la maîtrise de l'effectivité de la présence des enseignants dans les classes. Il va sans dire, que la nécessité de disposer d'un outil de contrôle pouvant garantir la présence du personnel enseignant dans leur lieu d'exercice s'impose.



En lançant officiellement la plateforme, le Ministre des Finances et du Budget Monsieur **ALLALI MAHAMAT ABAKAR** a souligné que malgré plusieurs opérations de contrôles classiques réalisées par le corps d'inspection du Ministère de l'Education Nationale et les contrôles ponctuels du Ministère des Finances, force est de constater que l'abandon de poste notamment en zone rurale perdure. D'où la nécessité de la mise en place d'une stratégie innovante de contrôle de l'assiduité du personnel enseignant et cela dans le strict respect du calendrier scolaire. L'atelier était riche en débat et les participants ont été actifs.



Il ajoute que C'est aussi le moment de féliciter tous ceux qui continuent à déployer des efforts en faveur de la qualité de la gestion des finances publiques au Tchad. Cela entre dans la droite ligne de la politique de l'excellence et de la qualité prônée par le Chef de



l'Etat, son Excellence le Président Idriss Deby Itno.

Faut-il le rappeler, cet atelier est l'œuvre de l'**Observatoire Tchadien des Finances Publiques**. L'Observatoire est une structure du Ministère des Finances et du Budget qui a pour objectif d'exécuter des projets concourant à la transparence et à la bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques.

